

Une grève des femmes sera menée le 8 mars

■ Couverte par la CNE et peut-être la FGTB, l'action vise à dénoncer les inégalités de genre.

L'idée a germé l'an dernier en Belgique après le succès impressionnant de la grève des femmes menée en Espagne le 8 mars 2018. Métro à l'arrêt, magasins fermés, hôpitaux au ralenti. En refusant de se rendre à leur travail, 5 millions de grévistes – des travailleuses pour la plupart – avaient réussi à paralyser l'économie espagnole. Elles avaient ainsi montré combien les femmes étaient indispensables au bon fonctionnement du marché du travail.

Des associations de femmes ont réfléchi à l'opportunité de mener une action semblable en Belgique. De forum en assemblée générale, la décision d'organiser l'action dès l'année 2019 a été prise à l'automne. On retrouve le "Collecti.e.f 8 maars" à la manœuvre.

Les motifs de la grogne sont bien connus : inégalités salariales, dévalorisation des métiers où les femmes sont majoritaires, sous-représentation des femmes dans les organes de gestion, imposition du travail à temps partiel, etc.

Mais les revendications dépassent largement le cadre du travail. Les associations féministes évoquent également la lutte contre la culture machiste, la dépenalisa-

tion "totale" de l'avortement, une répartition plus équitable des tâches ménagères, etc. Car la grève à laquelle le collectif appelle n'est pas seulement de ne pas travailler durant un jour. C'est aussi de ne pas consommer ni assurer le travail domestique.

Les syndicats s'y joignent

L'organisation d'une telle action n'est cependant pas une mince affaire. Certaines femmes peuvent difficilement se priver du salaire d'une journée. Des systèmes de solidarité sont dès lors à l'étude. Et puis, les syndicats pourraient rentrer dans le mouvement.

L'un d'eux a déjà franchi le pas. La CNE – la centrale des employés de la CSC – couvrira les militantes et les militants (la grève n'est pas réservée aux femmes) qui se croiseront les bras le 8 mars. Cela permettra aux affiliées de rejoindre les manifestations qui seront organisées dans plusieurs villes de Belgique. "Nous inscrivons notre soutien à cette grève dans la

continuité des actions que l'on mène contre les politiques injustes du gouvernement, explique Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la CNE. Des politiques dont les femmes sont souvent les premières victimes."

La FGTB pourrait elle aussi se joindre au mouvement, ce qui lui donnerait incontestablement un fameux coup de pouce. "La réflexion est en cours", avance Robert Vertenuel, président du syndicat socialiste.

V.R.

En refusant de se rendre à leur travail, 5 millions de grévistes avaient réussi à paralyser l'économie espagnole.